

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans la séance du 2 février 1909, le Gouvernement a déposé un projet de loi qui avait pour objet l'approbation de la Convention conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux. (Document n° 85, session de 1908-1909.)

Rapport a été fait au nom de la Commission par M. Van Cleemputte, et déposé le 2 mars 1912. (Document n° 233.)

Depuis lors, la dissolution des Chambres a frappé de caducité le projet de loi et le rapport de la Commission.

D'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de vous présenter, Messieurs, un nouveau projet de loi; nous reproduisons en annexe le texte de l'Exposé des motifs originaire auquel nous ne pouvons que nous référer en tous points.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie et

Wetsontwerp tot goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten tusschen België, Duitsch-

la Suède, sortira son plein et entier effet. | land, Frankrijk, Italië, Nederland, Portugal, Rumenië en Zweden, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912. | Gegeven te Ciergnon, den 10^e November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

| *De Minister van Justitie,*

H. CARTON DE WIART.

CONVENTION

concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage
sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels
et sur les biens des époux.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU
NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE
ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; SA MAJESTÉ
LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC.; SA MAJESTÉ
LE ROI DE ROUMANIE, ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Désirant établir des dispositions communes concernant les effets du mariage
sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur
les biens des époux,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont, en conséquence,
nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au
nom de l'Empire Allemand :

MM. DE SCHLOEZER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipoten-
tiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Docteur Johannes KRIEGER,
Son Conseiller intime de Légation;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

MM. le Baron GUILLAUME, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-
potentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et A. VAN DEN BULCKE,
Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général
au Ministère des Affaires Étrangères;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de
la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis
RENAULT, Professeur de droit international à l'Université de Paris, Juris-
consulte du Ministère des Affaires Étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Salvatore TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

MM. le Jonkheer W. M. DE WEEDE DE BERENCAMP, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSER, Son Ministre d'État, Membre du Conseil d'État, Président de la Commission royale de droit international privé, Président des Conférences de droit international privé ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC. :

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. E. MAVROCORDATO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron FALKENBERG, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. — Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels.**ARTICLE PREMIER.**

Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels sont régis par leur loi nationale.

Toutefois, ces droits et ces devoirs ne peuvent être sanctionnés que par les moyens que permet également la loi du pays où la sanction est requise.

II. — Les biens des époux.**ART. 2.**

En l'absence de contrat, les effets du mariage sur les biens des époux, tant immeubles que meubles, sont régis par la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage.

Le changement de nationalité des époux ou de l'un d'eux n'aura pas d'influence sur le régime des biens.

ART. 3.

La capacité de chacun des futurs époux pour conclure un contrat de mariage est déterminée par sa loi nationale au moment de la célébration du mariage.

ART. 4.

La loi nationale des époux décide s'ils peuvent, au cours du mariage, soit faire un contrat de mariage, soit résilier ou modifier leurs conventions matrimoniales.

Le changement qui serait fait au régime des biens ne peut pas avoir d'effet rétroactif au préjudice des tiers.

ART. 5.

La validité intrinsèque d'un contrat de mariage et ses effets sont régis par la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage, ou, s'il a été conclu au cours du mariage, par la loi nationale des époux au moment du contrat.

La même loi décide si et dans quelle mesure les époux ont la liberté de se référer à une autre loi ; lorsqu'ils s'y sont référés, c'est cette dernière loi qui détermine les effets du contrat de mariage.

ART. 6.

Le contrat de mariage est valable quant à la forme, s'il a été conclu soit conformément à la loi du pays où il a été fait, soit conformément à la loi nationale de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage, ou encore, s'il a été conclu au cours du mariage, conformément à la loi nationale de chacun des époux.

Lorsque la loi nationale de l'un des futurs époux ou, si le contrat est conclu au cours du mariage, la loi nationale de l'un des époux exige comme condition de validité que le contrat, même s'il est conclu en pays étranger, ait une forme déterminée, ses dispositions doivent être observées.

ART. 7.

Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

ART. 8.

Chacun des États contractants se réserve :

1° d'exiger des formalités spéciales pour que le régime des biens puisse être invoqué contre les tiers ;

2° d'appliquer des dispositions ayant pour but de protéger les tiers dans leurs relations avec une femme mariée exerçant une profession sur le territoire de cet État.

Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions légales applicables d'après le présent article.

III. — Dispositions générales.

ART. 9.

Si les époux ont acquis, au cours du mariage, une nouvelle et même nationalité, c'est leur nouvelle loi nationale qui sera appliquée dans les cas visés aux articles 1, 4 et 5.

S'il advient, au cours du mariage, que les époux n'aient pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précités, être considérée comme leur loi nationale.

ART. 10.

La présente Convention n'aura pas d'application lorsque, d'après les articles précédents, la loi qui devrait être appliquée ne serait pas celle d'un État contractant.

IV. — Dispositions finales.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que six des Hautes Parties contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

ART. 12.

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des États contractants.

Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les États qui répondront par une déclaration affirmative à

cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 13.

Les États représentés à la quatrième Conférence de droit international privé sont admis à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'article 11, alinéa 1^{er}.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'État qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 14.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications prévu par l'article 11, alinéa 1^{er}.

Dans le cas de l'article 12, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre mois après la date de la déclaration affirmative et, dans le cas de l'article 13, alinéa 2, le soixantième jour après la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 12, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 1 du présent article.

ART. 15.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 14, alinéa 1^{er}.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 12, alinéa 2.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoires, possessions ou colonies situés hors de l'Europe, ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires, compris dans une notification faite en vertu de l'article 12, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 17 juillet mil neuf cent cinq, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États qui ont été représentés à la quatrième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) VON SCHLOEZER.

(L. S.) KRIEGE.

Pour la Belgique :

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour la France :

(L. S.) MONBEL.

(L. S.) L. RENAULT.

Pour l'Italie :

(L. S.) TUGINI.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) W. M. DE WEEDE.

(L. S.) J. A. LOEFF.

(L. S.) T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) EDG. MAVROCORDATO.

Pour la Suède :

(L. S.) G. FALKENBERG.

ANNEXE.

- I. — Projet de loi approuvant la Convention internationale relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905 ⁽¹⁾.
 - II. — Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.
-

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Parmi les projets de convention élaborés par la quatrième Conférence de droit international privé, réunie à La Haye en 1904, il en est deux que le Gouvernement du Roi a jugé opportun de signer, car ils apparaissent comme les compléments naturels d'actes diplomatiques auxquels le Parlement a réservé antérieurement sa haute approbation et qui ont acquis force de lois en Belgique : l'un de ces projets constitue une revision — élargie — de la Convention du 14 novembre 1896 sur la procédure civile; l'autre projet, relatif aux effets du mariage, ne forme qu'une sorte de corollaire à la Convention conclue à La Haye, le 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage.

Les stipulations de ces deux nouveaux accords internationaux ont rencontré l'adhésion de la Commission permanente de droit international privé instituée auprès des Départements des Affaires Étrangères et de la Justice.

C'est en s'appuyant sur l'autorité et la compétence des jurisconsultes qui composent cette commission consultative que le Gouvernement du Roi a l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre examen les traités dont il s'agit.

Un exposé succinct vous permettra de vous rendre compte de l'économie de chacune de ces deux conventions.

(1) Ce projet a été voté par la Chambre des représentants (séance du 26 mars 1909) et par le Sénat (séance du 2 avril 1909), et la loi du 20 avril 1909 qui a approuvé la Convention a été insérée au *Moniteur belge* du 25 avril 1909.

CHAPITRE PREMIER.

CONVENTION RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE.

.

CHAPITRE II.

CONVENTION CONCERNANT LES CONFLITS DE LOIS RELATIFS AUX EFFETS DU MARIAGE
SUR LES DROITS ET LES DEVOIRS DES ÉPOUX DANS LEURS RAPPORTS PERSONNELS
ET SUR LES BIENS DES ÉPOUX.

Après avoir élaboré les projets relatifs au mariage et au divorce, projets qui, depuis, sont devenus les conventions du 12 juin 1902, la troisième Conférence de droit international privé fut appelée à examiner des propositions pour la solution des conflits concernant les effets du mariage et du divorce.

La matière était vaste et complexe; il parut nécessaire d'en restreindre le cadre. Un premier travail de revision fut effectué par le comité permanent néerlandais, qui présenta un avant-projet concernant :

- 1° Les effets du mariage sur l'état et la capacité de la femme ;
- 2° Les effets du mariage sur les biens des époux ;
- 3° Les effets du divorce et de la séparation de corps.

La Commission de la conférence de 1904, désignée pour en faire une étude préparatoire, estima qu'il n'y avait pas lieu de statuer dans la Convention sur l'état de la femme, « parce que les quelques diversités qui peuvent exister entre les législations en présence à ce point de vue relèvent du droit public ou, dans le domaine du droit privé, n'offrent point d'intérêt » (1).

La Conférence approuva cette manière de voir.

La section relative à la capacité de la femme a suscité de grandes difficultés. Aucune objection n'a surgi quant au principe que la capacité de la femme doit être régie par la loi nationale des époux ; mais l'accord n'a pu s'établir pour régler les effets de cette capacité à l'égard des tiers. Le système du droit français qui restreint, en général, la capacité de la femme mariée, et celui du droit allemand, d'après lequel la femme mariée conserve sa capacité, se sont trouvés en antagonisme.

Faute d'entente, la Conférence a écarté provisoirement de la Convention tout ce qui touche à ce sujet ; elle a également réservé, pour être soumis à

(1) Rapport de M. LAINÉ, dans les *Actes de la quatrième Conférence*, p. 177.

un nouvel examen, la matière relative aux effets du divorce et de la séparation de corps.

C'est ainsi, qu'après ces diverses éliminations, le projet de convention élaboré par la quatrième Conférence de La Haye est réduit aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

Il est divisé en trois sections :

I. Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels (art. 1^{er}) ;

II. Les biens des époux (art. 4 à 8) ;

III. Les dispositions générales (art. 9 et 10), suivies des dispositions protocolaires finales (art. 11 à 15).

I. Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels.

La Convention pour régler les conflits de lois en cette matière a consacré deux principes :

1° Les droits et les devoirs personnels entre époux sont régis par leur loi nationale ;

2° Le régime de la loi nationale est limité par les considérations d'ordre public territorial du pays où s'exercent ces droits et ces devoirs.

On préfère la loi nationale des époux à la loi du domicile matrimonial comme conséquence du principe que les droits et devoirs personnels entre époux ne sont nullement le résultat d'une convention, ni expresse ni tacite. Les époux ne doivent donc pas pouvoir se soustraire au régime de la loi, pas même tacitement, par le choix de leur domicile matrimonial.

Les expressions de « droits et devoirs des époux dans leurs rapports *personnels* » ont été choisies pour faire antithèse aux rapports *pécuniaires* dont il est question dans les dispositions qui suivent. Les rapports concernant les époux quant à leur personne, en un mot, l'union conjugale, voilà ce que l'on en a vue.

Le principe qui fait l'objet du premier alinéa nécessitait un tempérament ; il est expliqué en ces termes dans le rapport de M. le professeur Armand Lainé : La règle posée dans le deuxième alinéa de l'article répond à une » double idée : les droits et les devoirs personnels des époux étant régis par » leur loi nationale, il est logique de rattacher à cette loi le mode selon » lequel ils sont sanctionnés ; mais, d'autre part, comme on suppose qu'il » est fait usage de la sanction dans un autre pays que la patrie des époux, » réserve est faite du droit pour les autorités du pays d'écarter les mesures » incompatibles avec les lois ou les mœurs locales. Au reste, il n'est pas » nécessaire que les moyens de sanction soient dans les deux pays identiques ; » il suffit qu'ils soient analogues : c'est en ce sens qu'il faut entendre le mot » *également*, écrit dans le texte. »

Prenons, à titre d'exemple, le devoir de cohabiter.

Aux termes de l'article 214 du Code civil, « la femme est obligée d'habiter » avec le mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider ».

En vertu de l'alinéa premier de l'article 1^{er}, il n'y a pas lieu d'appliquer aux époux étrangers cet article du Code civil, mais bien la disposition correspondante — s'il y en a une — de leur législation nationale. Si, en vertu de cette disposition, la femme n'est pas tenue de suivre son mari partout où il juge à propos de résider, nos tribunaux ne pourraient intervenir en vue de lui imposer une obligation de ce genre.

D'autre part, par application de l'alinéa second de l'article 1^{er}, quelle que soit l'étendue de l'obligation de cohabiter imposée à la femme par la loi nationale, cette obligation ne sera jamais sanctionnée en Belgique que par les moyens admis par nos tribunaux comme sanction de l'article 214. C'est ainsi que — du moins d'après l'opinion commune — les tribunaux ne peuvent autoriser le mari à faire rentrer sa femme au domicile conjugal *manu militari*. Une sanction de ce genre ne pourrait donc être admise en Belgique à l'égard des époux étrangers, alors même qu'elle serait formellement prévue dans la loi nationale des époux.

II. — *Les biens des époux.*

Le conflit des lois relatives aux rapports pécuniaires des époux se prête malaisément à un accord international; il n'existe pas de solution exempte d'objections théoriques ou d'inconvénients pratiques. Deux systèmes principaux s'opposent, comme on sait, avec une parfaite netteté; pour les uns, le régime matrimonial est essentiellement conventionnel et abandonné à la volonté des parties; pour les autres, il est essentiellement légal et soumis, comme les rapports personnels des époux, à leur loi nationale.

Le problème qui se posa devant la Conférence de La Haye fut de savoir si l'un des deux systèmes devait être entièrement préféré à l'autre, et lequel, ou s'il était possible, au moyen d'une transaction, d'accorder à chacun d'eux une part équitable.

Plusieurs distinctions ont été faites, et tout d'abord la Convention a distingué selon que les époux se sont mariés sans contrat de mariage ou bien ont réglé leurs intérêts pécuniaires.

A. — *Hypothèse où il n'existe pas de contrat de mariage.*

ART. 2.

Des considérations d'ordre pratique ont avant tout motivé l'adoption de la règle inscrite dans cet article, d'après laquelle, en l'absence de contrat, le régime matrimonial est déterminé par la loi du pays auquel appartenait le mari au moment de la célébration du mariage.

Les délégués de tous les États contractants ont adhéré à ce principe,

bien que la jurisprudence, dans plusieurs de ces pays, y soit contraire, ou du moins ne l'admette pas intégralement. C'est ainsi qu'en France la plupart des tribunaux appliquent, il est vrai, à défaut de contrat, aux effets du mariage sur les biens des époux, la loi personnelle du mari, mais seulement dans le cas où une volonté opposée ne résulte pas, en fait, des circonstances de la cause. La jurisprudence belge se rapproche, à ce point de vue, de celle des cours et tribunaux français (P. DE PAEPE, *Etudes sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, 1900, t. I, pp. 365-373.)

La Convention a voulu mettre fin aux difficultés d'interprétation, aux contestations que provoque la recherche de l'intention probable qu'ont pu avoir les époux; la solution proposée est rationnelle et la Commission permanente belge de droit privé international y a donné son adhésion.

Selon le texte de l'article 2, la loi nationale du mari s'applique sans distinguer entre les meubles et les immeubles; cette disposition va à l'encontre d'une certaine tendance qu'avait la jurisprudence à limiter aux meubles, en se basant sur l'interprétation donnée à l'article 3, paragraphe 2 du Code civil les effets du régime choisi par les parties, notamment en matière d'inaliénabilité des immeubles dotaux.

Le second alinéa de l'article 2 stipule que le changement de nationalité des époux ou de l'un d'eux postérieurement au mariage n'exercera aucune influence sur le régime des biens. Cette règle s'impose; elle est, au surplus, implicitement contenue dans l'alinéa 1^{er} qui, en disant que les effets du mariage sur les patrimoines des époux se règlent d'après la loi du mari au moment du mariage, décide par là même que les changements de nationalité postérieurs seront sans conséquence.

B. — *Hypothèse où il existe un contrat de mariage.*

Les articles 3, 4, 5 et 6 visent le cas où les époux ont réglé leur situation pécuniaire par convention matrimoniale.

ART. 3.

Il convient de désigner tout d'abord la loi qui doit régir la capacité nécessaire pour conclure le contrat : aux termes de l'article 3, cette capacité — conformément au principe général — est déterminée, pour chacun des époux, par sa loi nationale, au moment de la célébration du mariage. Les derniers mots ont été introduits spécialement en vue des distinctions possibles établies par certaines législations entre la capacité au moment du contrat et la capacité au moment de la célébration du mariage. C'est la loi de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage qui devra décider de ces distinctions.

Si les futurs époux n'ont pas de législation commune, il faut que la femme, aussi bien que le mari, ait la capacité d'après les dispositions de sa loi nationale.

ART. 4.

Les conflits qui surgissent à propos de l'immutabilité des conventions sont spéciaux au régime matrimonial.

Le projet de programme présenté à la troisième Conférence de La Haye contenait la disposition suivante en ce qui concerne le droit des époux de conclure un contrat, de modifier ou de résilier le contrat pendant le mariage :
« La loi nationale du mari décide si les époux peuvent conclure un contrat » après le mariage ou modifier ou résilier leurs conventions au cours du mariage. »

L'entente ne put se réaliser sur ce texte, principalement, écrit M. Lainé, « parce qu'il comprenait, dans une formule complexe, le cas où le contrat de mariage postérieur au mariage aurait lieu entre époux dont la loi nationale contemporaine du mariage le prohibait, tandis que leur loi nouvelle, après un changement de nationalité, le permettait ». Le Délégué d'Allemagne fit notamment remarquer qu'il ne pouvait admettre que des époux allemands fussent empêchés de conclure un nouveau contrat pour le seul motif qu'ils ont été antérieurement Français.

La rédaction fut modifiée et présentée dans le projet de programme de 1904 en ces termes : « Les époux ne peuvent au cours du mariage ni faire un contrat de mariage, ni modifier ou résilier leurs conventions matrimoniales, que si leur loi nationale actuelle les y autorise. »

Notre Commission permanente de droit international privé adhéra à cette formule, en ajoutant toutefois qu'il convenait de spécifier que les modifications apportées au régime matrimonial ou la résiliation des conventions ne pourraient avoir d'effet rétroactif. Un amendement fut proposé dans ce sens par la Délégation belge en 1904.

La quatrième Conférence de La Haye ne crut pas pouvoir l'accepter dans une forme aussi large.

Après avoir stipulé, dans un premier alinéa, que la question de savoir si les conventions postérieures au mariage sont ou non permises dépend de la loi nationale des époux, l'article 4 de la Convention ajoute, dans un second alinéa, que « le changement qui serait fait au régime des biens ne peut avoir d'effet rétroactif au préjudice des tiers ».

Ainsi, tout en adoptant le principe de l'amendement belge, la Conférence en a restreint l'application aux effets du contrat à l'égard des tiers.

Sa formule semble se justifier.

On conçoit qu'il faille réserver les droits des tiers à l'égard de nouveaux arrangements qui, *res inter alios actæ*, pourraient les priver injustement de leurs gages. Mais la faculté de reviser le régime des biens une fois admise, on ne voit pas quel préjudice le législateur peut être tenu d'éviter rétroactivement aux parties contractantes, dont les signatures attestent qu'elles consentent aux changements et à toutes les conséquences qui en résultent pour elles.

ART. 5.

Cet article traite à la fois de la validité et des effets du contrat de mariage : ils sont régis par la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage, ou, s'il a été conclu au cours du mariage, par la loi nationale des époux au moment du contrat.

En ce qui concerne la validité *intrinsèque* du contrat (le mot *intrinsèque* a été introduit pour bien marquer qu'il s'agit dans cet article des conditions de fond du contrat), la disposition est justifiée dans sa première partie par le principe général de la prédominance de la loi nationale du mari ; sa seconde partie est la conséquence naturelle de l'article 4.

Quant aux effets du contrat, la Délégation de France aurait désiré qu'ils fussent l'objet d'une clause spéciale, parce qu'ils comportent une distinction qui ne touche pas à la validité. Voici comment M. Lainé s'en explique dans son intéressant rapport : « Dans la législation française, parmi les effets » du contrat de mariage, il y en a qui sont purement légaux, c'est-à-dire » déterminés par la loi indépendamment de la volonté des parties, et » d'autres, de beaucoup les plus nombreux, qui relèvent, au contraire, de » l'autonomie des contractants. Pour les premiers, qu'ils ressortissent à la » loi nationale des époux, soit ! Mais, quant aux autres, la liberté des époux, » en France, est telle qu'il leur est permis d'écarter leur loi nationale : s'il » résulte, soit de leur volonté fermement exprimée, soit de leur volonté » tacite, connue par les circonstances, qu'ils ont entendu soumettre leur » convention matrimoniale à telle loi étrangère, s'en remettre à cette loi » pour le développement des clauses incomplètes ou pour l'interprétation » des clauses obscures de leur contrat, c'est cette loi qui doit régir les effets » du contrat, non leur loi nationale. »

En 1900, la Délégation française ne put obtenir que l'on tînt compte de ce principe de la liberté dominant à l'égard des conventions matrimoniales : la troisième Conférence se rangea à l'idée que le contrat de mariage est entièrement étranger à l'interprétation de la volonté des parties ; elle refusa d'insérer une clause mentionnant expressément la faculté du renvoi à une autre loi.

La quatrième Conférence de La Haye a témoigné de sentiments plus conciliateurs ; cédant à de nouvelles instances de la Délégation française, elle a inscrit dans un alinéa 2 la règle suivante : « La même loi (loi nationale » du mari) décide si et dans quelle mesure les époux ont la liberté de se » référer à une autre loi ; lorsqu'ils s'y sont référés, c'est cette dernière loi » qui détermine les effets du contrat de mariage. »

En résumé, il résulte de l'article 5 considéré dans son ensemble que pour les effets indépendants de la volonté des époux, ceux que la Délégation française qualifie de purement légaux, c'est la loi nationale des époux qui les régit ; quant aux effets qui dépendent de la volonté des conjoints, ils ne sont régis par cette loi que si les époux ne les ont pas soumis eux-mêmes à une autre loi.

Il est entendu, d'ailleurs, que régir les effets du contrat, c'est, de la part de la loi nationale ou d'une autre loi, tout à la fois servir à interpréter les clauses douteuses, servir à développer les clauses incomplètes et suppléer les clauses absentes.

ART. 6.

Cet article règle les conditions extrinsèques, les conditions de forme nécessaires pour assurer la validité d'un contrat de mariage.

Tout en permettant l'observation de la loi locale, conformément à la maxime *locus regit actum*, la Convention proposée ne l'impose pas; elle autorise de suivre les conditions de forme requises par la loi nationale de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage, ou encore, si le contrat a été conclu au cours du mariage, les conditions conformes à la loi nationale de chacun des époux : il a semblé à la majorité des États contractants que les inconvénients qui peuvent résulter de l'application dans un pays étranger de la loi nationale, quant à la forme des contrats, n'ont pas une importance suffisante pour qu'on refuse aux époux la liberté d'option.

Les parties contractantes n'ont-elles pas suivi les formes locales et sont-elles de nationalités différentes, la Convention exige que le contrat soit valable, quant à la forme, au regard des lois nationales des deux époux.

La question s'est posée de savoir s'il y avait lieu de prévoir, dans la Convention, le cas où une forme déterminée est exigée comme condition de validité du contrat par la loi nationale des époux.

Le projet de programme présenté en 1904 avait répondu à cette question par l'affirmative en insérant le texte suivant :

« Lorsque la loi nationale de chacun des futurs époux, ou, si le contrat » est conclu au cours du mariage, la loi nationale de chacun des époux, » exige comme condition substantielle que le contrat ait une forme déterminée, les parties ne peuvent se servir d'une autre forme, celle-ci fût-elle » autorisée par la loi du lieu où l'acte est fait. »

Devant la Conférence, trois opinions se firent jour : d'après l'une, il aurait fallu supprimer la disposition, l'utilité en paraissant fort douteuse; d'après l'autre, il fallait la maintenir, car un conflit de loi est possible en la matière; enfin, un système intermédiaire, proposé par la Délégation de France, consistait à restreindre la nullité, c'est-à-dire à considérer comme nul, mais seulement dans le pays des époux, le contrat qui ne serait pas conclu selon la forme déterminée par la loi nationale des parties contractantes.

Cette dernière combinaison, d'après laquelle un acte est nul dans un pays et valable dans un ou plusieurs autres pays, sembla peu opportune à l'égard du contrat de mariage, parce que la convention matrimoniale est destinée à développer des effets multiples et prolongés.

En conséquence, la Conférence adopta le traitement unitaire, la forme spéciale exigée par la loi nationale devant être respectée partout.

Au projet de programme, il faut, pour que les époux ou les futurs époux soient astreints à revêtir leur contrat d'une forme déterminée, que la loi nationale de *chacun d'eux* le leur impose comme condition substantielle; d'après la Convention, il suffit, pour que cette obligation existe, que *l'un* des conjoints ou futurs conjoints soit soumis à pareille loi nationale. Cette dernière solution est évidemment la meilleure. Si l'on admet que les garanties attachées par certaines législations à une forme déterminée présentent une importance telle qu'il convient d'employer cette forme même sur territoire étranger, il est logique d'appliquer cette règle du moment que *l'un* des futurs époux se trouve régi par une législation de l'espèce.

ART. 7.

Que les époux aient ou non réglé par contrat leur situation pécuniaire, les dispositions qui précèdent s'appliquent à tous leurs biens, meubles ou immeubles.

A ce principe, l'article 7 apporte une dérogation quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

Déjà la Convention en vigueur sur la tutelle des mineurs réserve l'application de la loi locale, en tant qu'elle crée un régime foncier spécial pour les immeubles situés sur le territoire qu'elle régit. Cette solution, reprise ici, est conforme aux jurisprudences belge et française; elle est d'ordre public absolu.

ART. 8.

Le projet de programme présenté à la quatrième Conférence de La Haye contenait, pour les réserves d'ordre public, une disposition ainsi conçue :

« Est réservée dans chaque État l'application des dispositions de la loi
» nationale d'une nature impérative ou prohibitive, consacrant ou garantis-
» sant un droit ou un intérêt social et déclarées expressément applicables
» au régime matrimonial des époux étrangers.

» Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions
» légales à l'égard desquelles ils auraient fait usage de la faculté réservée
» par l'alinéa 1^{er} du présent article. »

Notre Commission permanente s'est élevée contre une semblable disposition qui intime à chaque État de faire connaître expressément les règles d'une nature impérative ou prohibitive, consacrant ou garantissant un droit ou un intérêt social qu'il entend appliquer au régime matrimonial des époux étrangers; elle a fait remarquer qu'il serait difficile de prévoir exactement toutes les règles qui devaient être considérées comme d'ordre public absolu ou international. Mieux valait donc se contenter d'une réserve formulée en termes généraux et laisser dans chaque cas aux cours et aux tribunaux la mission d'interprétation.

La Délégation belge à La Haye présenta, dans le sens de ces observations, l'amendement suivant :

« Nonobstant les articles qui précèdent, les lois étrangères ou les dispositions du contrat passé entre époux étrangers ne seront pas appliquées dans les cas où leur application aurait pour résultat de porter atteinte soit à l'ordre public, soit aux principes du droit public du pays où cette application devait avoir lieu. »

Cette proposition ne fut pas acceptée par la Conférence, qui écarta, au surplus, toute formule contenant une réserve générale d'ordre public.

Au dire de M. de Hammarskjöld, Délégué suédois et président de la commission qui elabora la Convention, le projet concernant les contrats de mariage n'aurait à envisager que les conflits qui se présentent à l'égard des dispositions faisant partie du droit familial; mais il va de soi que les époux ne peuvent stipuler par contrat de mariage ce qu'ils ne peuvent convenir dans les autres contrats en général.

Il résulte de ces explications données par le Délégué suédois que la Commission a été d'avis que les réserves d'ordre public dans cette matière n'ont pas la même importance pour les rapports entre les époux que vis-à-vis des tiers.

La Conférence s'est ralliée à cet avis et n'a envisagé dans la Convention que la préférence due à la loi locale pour les effets des conventions vis-à-vis des tiers, et à condition de communication préalable à tous les États contractants.

De plus, cette préférence a été limitée à deux ordres d'idées : les formalités spéciales pour rendre les conventions opposables aux tiers et les dispositions destinées à protéger ceux-ci dans leurs relations avec les femmes qui exercent le commerce, l'industrie ou une profession lucrative.

L'article 8 est ainsi conçu :

« Chacun des États contractants se réserve :

» 1° d'exiger des formalités spéciales pour que le régime des biens puisse être invoqué contre les tiers;

» 2° d'appliquer des dispositions ayant pour but de protéger les tiers dans leurs relations avec une femme mariée exerçant une profession sur le territoire de cet État;

» Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions légales applicables d'après le présent article. »

Usant de la faculté qui lui est concédée par ce texte, le Gouvernement du Roi ne manquera pas de réserver l'application en Belgique et de communiquer aux États co-contractants les dispositions de la législation belge qui paraissent rentrer dans le cadre des numéros 1° et 2° de l'article 8. Telles sont :

a) L'article 76, 10°, du Code civil (article II de la loi hypothécaire du

16 décembre 1851), stipulant qu'il faut énoncer dans l'acte de mariage la date des conventions matrimoniales, ainsi que l'indication du notaire qui les aura reçues; faute de quoi, les clauses dérogatoires au droit commun ne pourront être opposées aux tiers qui ont contracté avec un époux dans l'ignorance des conventions matrimoniales.

b) L'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1851, aux termes duquel tous actes translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers — y compris donc, le cas échéant, les contrats de mariage — ne peuvent être opposés aux tiers avant leur transcription sur un registre à ce destiné.

c) Les articles 12 à 15 du Code de commerce sur les conventions matrimoniales des commerçants.

d) Les articles 9 à 11 du même code sur l'exercice d'une profession commerciale par la femme.

III. — *Dispositions générales.*

Jusqu'à présent, les règles relatives aux conséquences d'un changement de nationalité des époux ont été réservées. La Convention a consacré à cet objet un article spécial ainsi conçu :

« Si les époux ont acquis, au cours du mariage, une nouvelle et même » nationalité, c'est leur nouvelle loi nationale qui sera appliquée dans les » cas visés aux articles 1, 4 et 5.

» S'il advient, au cours du mariage, que les époux n'aient pas la même » nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application » des articles précités, être considérée comme leur loi nationale. »

Devant la troisième Conférence de La Haye, plusieurs délégués, entre autres ceux de Belgique, de France et de Suède, avaient émis l'avis que, dans le cas où la loi nationale des époux, lors du mariage, impose l'immutabilité des conventions matrimoniales, cette immutabilité doit persister, même après un changement de nationalité et sous l'empire d'une nouvelle loi autorisant de faire pour la première fois un contrat de mariage ou de modifier le contrat préexistant.

Les Délégués d'Allemagne et de Danemark ayant soutenu une opinion opposée, l'accord ne put se réaliser.

Devant la quatrième Conférence, par esprit de conciliation, les Délégués belges, français et suédois se sont ralliés à une solution qui incline vers le système allemand. A leurs yeux, ce point est de ceux où les transactions sont possibles et par conséquent désirables.

La disposition commune aux relations personnelles et aux rapports matrimoniaux stipule que, dans tous les cas où la loi nationale des époux sert à concilier les conflits, la nouvelle loi nationale acquise au cours du mariage doit être appliquée.

Si le changement de nationalité ne s'opère que dans la personne d'un seul

époux, leur dernière législation commune sera considérée comme leur loi nationale

Rappelons enfin que le deuxième alinéa de l'article 4 prévoit la réserve des droits acquis par les tiers.

ART. 10.

L'objet de cet article est de déterminer le champ d'application de la Convention.

Celle-ci ne s'applique pas lorsque, d'après les dispositions précédentes, la loi qui devra être suivie ne sera pas celle d'un État contractant.

Telle est, Messieurs, l'économie générale de la Convention concernant le mariage, soumise à votre examen.

Nonobstant quelques critiques auxquelles cet acte pourrait donner lieu, il présente sur la situation actuelle de sérieux avantages en mettant fin notamment aux controverses relatives au régime des époux étrangers qui n'ont pas conclu de contrat.

Le Gouvernement estime qu'il est hautement désirable que la Convention internationale sur le mariage, déjà adoptée et appliquée en Belgique, soit complétée par le présent accord; c'est avec confiance qu'il la soumet à votre haute approbation.

Les deux projets se terminent par une série de dispositions protocolaires finales qui appellent quelques brèves explications.

En ce qui concerne la ratification, alors que les traités conclus à La Haye le 12 juin 1902 stipulent que le dépôt des ratifications aura lieu « dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire », les conventions actuelles admettent le dépôt « dès que six des Hautes Parties contractantes seront en mesure de le faire ».

On a désiré éviter les difficultés qui peuvent se présenter avec la règle de la majorité.

Au sujet de la sphère d'étendue des conventions projetées, la quatrième Conférence de La Haye a pensé qu'en présence de l'expansion toujours croissante des relations internationales, il n'y avait plus lieu de réserver *exclusivement* aux territoires européens l'application des nouveaux traités.

Une clause est donc introduite dans les dispositions finales des deux actes diplomatiques en vue de permettre, sous certaines conditions, leur application et leur fonctionnement dans les possessions coloniales et les circonscriptions consulaires judiciaires des États contractants.

Il était nécessaire de garantir en cette matière toute liberté d'appréciation à chacun des Gouvernements représentés à la Conférence. C'est pourquoi le système suivant a été adopté :

- « La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des États contractants.
- » Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires,

» possessions ou colonies situés hors de l'Europe ou dans ses circonscript-
» tions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un
» acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.
» Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée con-
» forme, à chacun des États contractants. La Convention entrera en vigueur
» dans les rapports entre les États qui répondront par une déclaration affir-
» mative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés
» hors d'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires pour
» lesquelles la notification aura été faite.

» La déclaration affirmative sera déposée de même dans les archives du
» Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique,
» une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. »

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op de vergadering van 2 Februari 1909, heeft de Regeering een ontwerp van wet aangeboden, houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen. (Bescheid n° 85, zittijd 1908-1909.)

Verslag werd namens de Commissie uitgebracht door den heer Van Cleemputte, en op 2 Maart 1912 voorgelegd. (Bescheid n° 233.)

Sedert dien zijn, uit hoofde van de ontbinding der Kamers, het wetsontwerp en het verslag der Commissie vervallen.

Naar 's Konings bevelen, hebben wij de eer, Mijne Heeren, U een nieuw wetsontwerp aan te bieden; wij voegen daarbij, als bijlage, den oorspronkelijken tekst der Memorie van toelichting, waarbij wij ons alleszins blijven houden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
J. DAVIGNON.

De Minister van Justitie,
H. CARTON DE WIART.

Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie et

Wetsontwerp tot goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten tusschen België, Duitsch-

la Suède, sortira son plein et entier effet.	land, Frankrijk, Italië, Nederland, Portugal, Rumenië en Zweden, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.
--	--

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912.	Gegeven te Ciergnón, den 10 ^e November 1912.
--	---

ALBERT.

PAR LE ROI :	VAN 'S KONINGS WEGE :
<i>Le Ministre des Affaires Étrangères,</i>	<i>De Minister van Buitenlandsche Zaken,</i>

J. DAVIGNON.

<i>Le Ministre de la Justice,</i>	<i>De Minister van Justitie,</i>
-----------------------------------	----------------------------------

H. CARTON DE WIART.

VERDRAG

betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, NAMENS HET DUITSCHE RIJK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN; DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË; HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN ENZ., ENZ.; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË EN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Wenschende gemeenschappelijke bepalingen te stellen betreffende de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen,

Hebben beslist daartoe een Verdrag te sluiten en hebben, dienvolgens, tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING DER PRUISEN, namens het Duitse Rijk :

De heeren VON SCHLOEZER, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Doctor JOHANNES KRIEGE, Hoogstdezelfs Geheim Gezantschapsraad;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De heeren baron GUILLAUME, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en A. VAN DEN BULCKE, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK :

De heeren DE MONBEL, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Fransche Republiek bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en LOUIS RENAULT, Hoogleraar in het Internationaal Recht aan de Hoogeschool te Parijs, Rechtskundig Raadsman van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den heer SALVATORE TUGINI, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

De heeren Jonkheer W.-M. VAN WEEDE VAN BERENCAMP, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken, J.-A. LOEFF, Hoogstderzelver Minister van Justitie, en T.-M.-C. ASSER, Minister van Staat, Lid van den Raad van State, Voorzitter der Staatscommissie voor Internationaal Privaatrecht, Voorzitter der Conferentiën van Internationaal Privaatrecht ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN ENZ., ENZ. :

Den heer Graaf DE SELIN, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË :

Den heer E. MAVROCORDATO, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Den heer baron FALKENBERG, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden vol-machten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende bepalingen zijn over-eengekomen :

I. — De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen.**ARTIKEL 1.**

De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen worden door hunne landswet beheerd.

Die rechten en verplichtingen kunnen, echter, maar bekrachtigd worden door de middelen welke insgelijks zijn toegelaten door de wet van het land, waar de bekrachtiging wordt aangevraagd.

II. — De goederen der echtgenooten.**ART. 2.**

Bij gemis aan contract, worden de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de goederen der echtgenooten, zóo de onroerende als de roerende,

beheerd door de landswet van den man ten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken.

De verandering van nationaliteit van de echtgenooten of van een hunner zal geen invloed hebben op de behandeling der goederen.

ART. 3.

De bevoegdheid van elken der aanstaande echtgenooten tot het sluiten van een huwelijkscontract wordt bepaald door zijne landswet ten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken.

ART. 4.

De landswet der echtgenooten beslist of zij, in den loop van het huwelijk, hetzij een huwelijkscontract mogen opmaken, hetzij hunne huwelijksche overeenkomsten mogen verbreken of wijzigen.

De verandering, die in de behandeling der goederen mocht worden toegebracht, mag geen terugwerkende kracht hebben ten nadeele van de derden.

ART. 5.

De innerlijke geldigheid van een huwelijkscontract en de gevolgen er van zijn beheerd door de landswet van den man ten tijde van de voltrekking van het huwelijk of, indien het werd gesloten in den loop van het huwelijk, door de landswet van de echtgenooten ten tijde van het contract.

Dezelfde wet beslist of en in hoeverre de echtgenooten de vrijheid genieten, zich onder eene andere wet te stellen; als zij zich onder eene andere wet hebben gesteld, is het deze laatste die de gevolgen van het huwelijkscontract vaststelt.

ART. 6.

Het huwelijkscontract is geldig, wat den vorm betreft, zoo het gesloten werd hetzij overeenkomstig de wet van het land waar het werd aangegaan, hetzij overeenkomstig de landswet van elken der aanstaande echtgenooten ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, of nog, zoo het gesloten werd in den loop van het huwelijk, overeenkomstig de landswet van elken der echtgenooten.

Wanneer de landswet van een der aanstaande echtgenooten of, indien het contract is gesloten in den loop van het huwelijk, de landswet van een der echtgenooten als voorwaarde van geldigheid vergt dat het contract, zelfs indien het in den vreemde is gesloten, een bepaalden vorm moet hebben, behoeven hare bepalingen te worden nageleefd.

ART. 7.

De bepalingen van dit Verdrag zijn niet toepasselijk op onroerende goederen welke, door de wet van het land waar zij gelegen zijn, aan eene bijzondere regeling zijn onderworpen.

ART. 8.

Elke der Verdragstaten behoudt zich voor :

1^o Bijzondere formaliteiten te vergen, voordat de behandeling der goederen tegen de derden kunne ingeroepen worden;

2^o Bepalingen toe te passen, welke ten doel hebben de derden te beschermen in hunne betrekkingen met eene getrouwde vrouw, die een bedrijf uitoefent op het grondgebied van dien Staat.

De Verdragstaten verbinden zich tot onderlinge mededeeling van de wetsbepalingen, ingevolge dit artikel toepasselijk.

III. — Algemeene bepalingen.

ART. 9.

Indien de echtgenooten, in den loop van het huwelijk, eene nieuwe en gelijke nationaliteit hebben verkregen, is het hunne nieuwe landswet die zal worden toegepast, in de gevallen bedoeld bij artikelen 1, 4 en 5.

Zoo, in den loop van het huwelijk, gebeurt dat de echtgenooten dezelfde nationaliteit niet hebben, zal, voor de toepassing van voormelde artikelen, de wetgeving, die laatstelijk op beiden samen toepasselijk was, als hunne landswet worden beschouwd.

ART. 10.

Dit Verdrag zal niet toepasselijk zijn wanneer, naar de voorafgaande artikelen, de wet die, zou moeten toegepast worden, degene niet mocht zijn van een Verdragstaat.

IV. — Slotbepalingen.

ART. 11.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen neergelegd worden te 's-Gravenhage, zoodra zes der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zullen zijn om het te doen.

Van elke neerlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg aan elken der Verdragstaten zal worden uitgereikt.

ART. 12.

Dit Verdrag is rechtens toepasselijk op het Europeesche grondgebied der Verdragstaten.

Indien een Verdragstaat haar in werking wenscht te stellen binnen zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn voornemen daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrekkingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, zoomede de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan. De inwilligende verklaring zal eveneens berusten in het archief der Nederlandsche Regeering, die er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 13.

De op de vierde Conferentie van internationaal privaatrecht vertegenwoordigde Staten kunnen dit Verdrag ondertekenen, tot de akten van bekrachtiging worden neergelegd zooals is voorzien bij artikel 11, lid 1.

Na die neerlegging, zullen zij nog steeds kunnen toetreden, zonder meer. De Staat, die wenscht toe te treden, geeft kennis van zijn voornemen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 14.

Dit Verdrag zal in werking treden den zestigsten dag te rekenen van de neerlegging der akten van bekrachtiging als aangewezen in artikel 11, lid 1.

In het geval bedoeld bij artikel 12, lid 2, zal het in werking treden vier maanden na den datum der inwilligende verklaring en, in het geval voorzien bij artikel 13, lid 2, der zestigsten dag na den datum van de kennisgeving der toetredingen.

Het is verstaan dat de mededeelingen, voorzien bij artikel 12, lid 2, enkel zullen mogen geschieden nadat dit Verdrag in werking zal zijn gesteld, overeenkomstig lid 1 van het tegenwoordig artikel.

ART. 15.

Dit Verdrag zal vijf jaren in stand blijven, te rekenen van den dag die in artikel 14, lid 1, is bepaald.

De gestelde termijn zal op dien dag beginnen te loopen, zelfs ten aanzien van de Staten die nader zullen toegetreden zijn, en ook wat betreft de inwilligende verklaringen, gedaan ingevolge artikel 12, lid 2.

Het Verdrag zal, zonder opzegging, van vijf jaren tot vijf jaren stilzwijgend worden verlengd.

De opzegging zal ten minste zes maanden vóór het verstrijken van den termijn, bedoeld in lid 2 en 3, moeten bekendgemaakt worden aan de Nederlandsche Regeering, die er kennis zal van geven aan al de andere Staten.

De opzegging kan toepasselijk zijn alleen op het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of ook op de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, bedoeld in eene mededeeling, gedaan in gevolge artikel 12, lid 2.

De opzegging zal alleen gevolg hebben voor zooveel betreft den Staat, die haar zal hebben bekendgemaakt. Voor de andere Verdragstaten blijft het Verdrag van kracht.

Ten blijk van waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 17ⁿ Juli negentienhonderd vijf, in een enkel exemplaar, dat zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg zal worden uitgereikt aan elken der Staten, die waren vertegenwoordigd op de Vierde Conferentie van Internationaal Privaatrecht.

Voor Duitschland :

(H. Z.) VON SCHLOEZER.

(H. Z.) KRIEGE.

Voor België :

(H. Z.) GUILLAUME.

(H. Z.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Voor Frankrijk :

(H. Z.) MONBEL.

(H. Z.) L. RENAULT.

Voor Italië :

(H. Z.) TUGINI.

Voor Nederland :

(H. Z.) W.-M. DE WEEDE.

(H. Z.) J.-A. LOEFF.

(H. Z.) T.-M.-C. ASSER.

Voor Portugal :

(H. Z.) CONDE DE SELIR.

Voor Rumenië :

(H. Z.) EDG. MAVROCORDATO.

Voor Zweden :

(H. Z.) G. FALKENBERG.

(10)

BIJLAGE

- I. — Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging ⁽¹⁾.
- II. — Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.
-

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Onder de ontwerpen van verdrag die door de vierde Conferentie van internationaal privaatrecht, in 1904 te 's-Gravenhage vergaderd, werden opgemaakt, zijn er twee welke 's Konings Regeering het nuttig heeft geacht te onderteekenen, dewijl zij als de natuurlijke aanvulling voorkomen van diplomatieke akten waaraan het Parlement vroeger zijne hooge goedkeuring heeft gegeven en die in België kracht van wet hebben verworven : een dier ontwerpen is eene in ruimeren zin opgevatte herziening van het Verdrag van 14 November 1896 over de burgerlijke rechtspleging; het andere ontwerp, betreffende de gevolgen van het huwelijk, vormt enkel een soort van toevoegsel tot het op 12 Juni 1902 te 's-Gravenhage gesloten Verdrag tot regeling der wetsconflicten in zake huwelijk.

De bepalingen dezer twee nieuwe internationale regelingen werden goedgekeurd door de Bestendige Commissie voor internationaal privaatrecht, ingesteld bij de Departementen van Buitenlandsche Zaken en van Justitie.

(1) Dit ontwerp werd aangenomen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers (vergadering van 26 Maart 1909) en door den Senaat (vergadering van 2 April 1909) en de wet van 20 April 1909, tot goedkeuring van het Verdrag, werd in den *Moniteur belge* van 25 April 1909 opgenomen.

't Is steunend op het gezag en de bevoegdheid der rechtsgeleerden die deze raadgevende commissie samenstellen, dat 's Konings Regeering de eer heeft, Mijne Heeren, de bedoelde Verdragen aan uw onderzoek te onderwerpen.

Eene kortbondige uiteenzetting zal U toelaten, de strekking van elk dier beide Verdragen te vatten.

HOOFDSTUK EÉN.

VERDRAG BETREFFENDE DE BURGERLIJKE RECHTSPLEGING.

.

HOOFDSTUK II.

VERDRAG BETREFFENDE DE WETSCONFLICTEN MET BETREKKING TOT DE GEVOLGEN VAN HET HUWELIJK TEN OPZICHTE VAN DE RECHTEN EN VERPLICHTINGEN DER ECHTGENOOTEN IN HUNNE PERSOONLIJKE BETREKKINGEN EN TEN OPZICHTE VAN HUNNE GOEDEREN.

Nadat de derde Conferentie van internationaal privaatrecht de ontwerpen had opgemaakt betreffende het huwelijk en de echtscheiding, welke sedert dien tijd de Verdragen van 12 Juni 1902 zijn geworden, was zij geroepen om voorstellen te onderzoeken voor de beslechting der conflicten omtrent de gevolgen van het huwelijk en van de echtscheiding.

De zaak was ruim van omvang en ingewikkeld van aard; ook scheen het noodig, er de omlijning van te beperken. Een eerste werk van herziening werd verricht door het Nederlandsch Bestendig Comité, dat een ruw ontwerp indiende betreffende:

- 1^o De gevolgen van het huwelijk op den toestand en de bevoegdheid der vrouw;
- 2^o De gevolgen van het huwelijk op de goederen der echtgenooten;
- 3^o De gevolgen der echtscheiding en der scheiding van tafel en bed.

De Commissie, die door de Conferentie van 1904 werd aangesteld om aan dat ontwerp eene voorafgaande studie te wijden, was van oordeel dat geen reden bestond om in het Verdrag over den toestand der vrouw uitspraak te doen, « omdat de enkele verschillen die daaromtrent tusschen de betrokken wetgevingen kunnen bestaan, tot het gemeen recht behoren of wel, op het gebied van het privaatrecht, van belang ontbloot zijn (1) ».

De Conferentie deelde die zienswijze.

(1) Verslag van den heer LAINÉ, in de *Akten der vierde Conferentie*, bl. 177.

De afdeeling betreffende de bevoegdheid der vrouw heeft tot groote moeilijkheden aanleiding gegeven. Geenerlei tegenwerping vond het beginsel, dat de bevoegdheid der vrouw moet worden beheerd door de landswet der echtgenooten; maar tot overeenstemming kon niet worden gekomen voor de regeling van de gevolgen dier bevoegdheid ten aanzien van derden. Het stelsel van het Fransche recht, welk in den regel de bevoegdheid der gehuwde vrouw beperkt, en dat van het Duitsche recht, volgens welk de gehuwde vrouw hare bevoegdheid behoudt, zijn hier in botsing gekomen.

Bij gemis van eenstemmigheid, heeft de Conferentie voorloopig van het Verdrag verwijderd al wat daarop betrekking heeft; ook al wat betreft de gevolgen der echtscheiding en der scheiding van tafel en bed, werd door haar tot een nader onderzoek voorbehouden.

Zoo komt dat, na die onderscheidene inkortingen, het door de vierde Conferentie van 's-Gravenhage opgemaakte ontwerp van verdrag zich beperkt tot de gevolgen van het huwelijk op de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en op hunne goederen.

Het is onderverdeeld in drie afdeelingen :

- I. De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen (art. 1);
- II. De goederen der echtgenooten (art. 1 tot 8);
- III. De algemeene bepalingen (art. 9 en 10), en daarachter de protocolaire slothbepalingen (art. 11 tot 15).

1. — *De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen.*

Het Verdrag tot regeling der wetsconflicten, die te dier zake ontstaan, heeft twee beginselen gehuldigd :

1^o De persoonlijke rechten en verplichtingen tusschen echtgenooten worden door hunne landswet beheerd ;

2^o De behandeling volgens de landswet kan beperkt zijn, om redenen van openbare orde binnen het gebied van het land waar die rechten worden uitgeoefend en die verplichtingen vervuld.

De landswet der echtgenooten wordt verkozen boven de wet der echtelijke woonplaats, als gevolg van het beginsel volgens welk de persoonlijke rechten en verplichtingen tusschen echtgenooten geenszins de vrucht zijn eener uitdrukkelijke of stilzwijgende overeenkomst. De echtgenooten moeten zich dus aan de behandeling der wet niet kunnen onttrekken, zelfs niet stilzwijgend, door de keus hunner echtelijke woonplaats.

De uitdrukkingen « rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen » werden gekozen als tegenstelling met de *geldelijke* betrekkingen, waarvan in de navolgende bepalingen spraak is. De betrekkingen der echtgenooten ten aanzien van hun persoon, kortom de echtelijke vereeniging, ziedaar wat wordt bedoeld.

Het beginsel, vermeld in de eerste alinea, vergde eene verzachting; het wordt, in het verslag van den heer hoogleraar Armand Lainé, verklaard aldus: « De regel gesteld in de tweede alinea van het artikel beantwoordt » aan eene dubbele gedachte: daar de persoonlijke rechten en verplichtingen der echtgenooten beheerd worden door hunne landswet, is het » logisch ook de wijze, volgens welke zij worden bekrachtigd, van die wet » afhankelijk te maken; doch, anderzijds, daar men veronderstelt dat van » de bekrachtiging gebruik wordt gemaakt in een ander land dan het » vaderland der echtgenooten, zoo wordt voor de overheden van het land » het recht voorbehouden, de met de plaatselijke wetten of zeden strijdige » maatregelen te beletten. Trouwens, het is niet noodig dat de middelen » van bekrachtiging in de beide landen volstrekt dezelfde zijn; het is voldoende dat zij van gelijken aard wezen; 't is in dien zin dat men het woord » *insgelijks* moet verstaan, dat in den tekst voorkomt: »

Nemen wij, als voorbeeld, de verplichting om samen te wonen.

Naar luid van artikel 214 van het Burgerlijk Wetboek, « is de vrouw » verplicht samen met den echtgenoot te wonen en dezen te volgen overal » waar hij het oorbaar acht te verblijven ».

Ingevolge de eerste alinea van artikel 1, behoort dat artikel van het Burgerlijk Wetboek niet toegepast te worden op de vreemde echtgenooten, maar wel de daarmee overeenstemmende bepaling — indien er eene bestaat — uit hunne landswet. Zoo, krachtens deze bepaling, de vrouw niet gehouden is « haren echtgenoot te volgen overal waar hij het oorbaar acht te verblijven », zouden onze rechtbanken niet mogen optreden om haar zulke verplichting op te leggen.

Anderzijds, bij toepassing van de tweede alinea van artikel 1, welke ook de uitgestrektheid zij van de verplichting om samen met den echtgenoot te wonen, aan de vrouw door de landswet opgelegd, deze verplichting zal in België nooit anders worden bekrachtigd dan door de middelen door onze rechtbanken tot bekrachtiging van artikel 214 toegelaten. Zoo komt dat — ten minste toch naar het gemeen gevoelen — de rechtbanken den echtgenoot niet kunnen machtigen, om zijne vrouw *manu militari* weder onder het echtelijk dak te doen komen. Dergelijke bekrachtiging zou dus in België niet kunnen aangenomen worden tegenover vreemde echtgenooten, zelfs dan als zij uitdrukkelijk in hunne landswet was voorzien.

II. — *De goederen der echtgenooten.*

Omtrent de verschillen in de wetten betreffende de geldelijke betrekkingen der echtgenooten, kan moeilijk eene internationale regeling worden getroffen; er bestaat geen oplossing, vrij van theoretische tegenwerpingen of practische bezwaren. Twee hoofdstelsels komen, zooals men weet, met elkander bepaald in strijd; voor de eenen, is de toestand der gehuwden eene kwestie van louter overeenkomst en dient de regeling er van aan den

wil van partijen overgelaten; voor de anderen, is de kwestie van louter wettelijken aard en, evenals de persoonlijke betrekkingen der echtgenooten, aan hunne landswet onderworpen.

De vraag welke de Conferentie van 's-Gravenhage op te lossen had, was te weten of een van beide stelsels volkomen moest verkozen worden boven het andere, en welk stelsel, dan wel of het mogelijk was, door middel van een vergelijk, aan elk hunner een billijk deel toe te kennen.

Onderscheid werd gemaakt onder verschillende opzichten, en, eerst en vooral, volgens de echtgenooten getrouwd zijn zonder huwelijkscontract, dan wel hunne geldelijke belangen hebben geregeld.

A. *Wanneer geen huwelijkscontract bestaat.*

ART. 2.

Om redenen van practischen aard vooral, is 't dat de bij dat artikel gestelde regel werd aangenomen, volgens welken, bij gemis van contract, de behandeling wordt bepaald door de wet van het land waartoe de echtgenoot behoorde, ten tijde dat het huwelijk voltrokken werd.

De gemachtigden van al de Verdragstaten zijn tot dat beginsel toegetreden, schoon de rechtsspraak, in verscheidene dier landen, er mede in strijd is, althans het niet ten volle aanneemt. Zoo komt dat, in Frankrijk, de meeste rechtbanken wel is waar, bij gemis aan contract, op de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de goederen der echtgenooten, de persoonlijke wet van den echtgenoot toepassen, doch enkel ingeval uit de omstandigheden der zaak, feitelijk geen andersluidende wil zich gelden doet. Onder dat oogpunt komt de Belgische rechtsspraak die der Fransche hoven en rechtbanken nabij. (P. DE PAEPE, *Études sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, 1900, t. I, bl. 365-373.)

Het Verdrag heeft een eind willen stellen aan de moeilijkheden van uitlegging, aan de betwistingen waartoe aanleiding wordt gegeven door de opzoeeking van het vermoedelijk inzicht dat de echtgenooten mogen gehad hebben; de voorgestelde oplossing is redelijk en de Belgische Bestendige Commissie voor internationaal privaatrecht stemde er mede in.

Volgens den tekst van artikel 2, is de landswet van den echtgenoot toepasselijk zonder onderscheid te maken tusschen de roerende en de onroerende goederen; door deze bepaling wordt ingegaan tegen eene zekere strekking der rechtsspraak om tot de roerende goederen te beperken, daarbij steunende op de verklaring gegeven van artikel 3, paragraaf 2, van het Burgerlijk Wetboek, de gevolgen van de door partijen gekozen behandeling, inzonderheid ter zake van de onvervreemdbaarheid der bruidsschatte-lijke onroerende goederen.

De tweede alinea van artikel 2 bepaalt, dat de verandering van nationaliteit van de echtgenooten of van één der echtgenooten na het huwelijk, geenerlei invloed zal hebben op de behandeling der goederen. Deze regel

dringt zich op; hij is, trouwens, op betrekkelijke wijze vervat in alinea 1, die, waar zij verklaart dat de hoedel der echtgenooten wordt beheerd door de landswet van den echtgenoot ten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken, daardoor alleen beslist, dat de nadere veranderingen van nationaliteit zonder gevolg zullen wezen.

B. *Wanneer een huwelijkscontract bestaat.*

Bij artikelen 3, 4, 5 en 6 wordt het geval voorzien, waarin de echtgenooten hun geldelijken toestand door eene huwelijksche overeenkomst hebben geregeld.

ART. 3.

Voorreerst behoort de wet aangewezen, die de noodige bevoegdheid om een huwelijkscontract te sluiten, moet beheeren : naar luid van artikel 3, wordt die bevoegdheid — overeenkomstig het algemeen beginsel — bepaald, voor elken der echtgenooten, door zijne landswet, ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt. De laatste woorden werden bijzonder ingevoerd met het oog op het onderscheid dat mocht worden gemaakt door sommige wetgevingen tusschen de bevoegdheid, ten tijde dat het contract wordt gesloten, en de bevoegdheid ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt. 't Is de wet van elken der aanstaande echtgenooten, ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt, die over dat onderscheid zal beslissen.

Zoo de aanstaande echtgenooten onder geen gemeene wetgeving verkeeren, behoort de vrouw, evenzeer als de man, de bevoegdheid te hebben volgens de bepalingen harer landswet.

ART. 4.

De conflicten, die ontstaan wegens de onveranderlijkheid der overeenkomsten, gelden bijzonder het huwelijksbestuur.

Het ontwerp van programma, dat op de derde Conferentie van 's-Gravenhage werd voorgelegd, behelsde de volgende bepaling betreffende het recht der echtgenooten om, gedurende het huwelijk, een contract te sluiten, het bestaande contract te wijzigen of te verbreken : « De landswet van den » man maakt uit of de echtgenooten een contract mogen sluiten na het » huwelijk of wel hunne overeenkomsten mogen wijzigen of verbreken in » den loop van het huwelijk. »

Men kon het over dien tekst niet eens worden, vooral, zoo schrijft de heer Lainé, « omdat hij, in eene samengestelde formule, het geval omvatte » waarin het na het huwelijk gesloten contract zou zijn aangegaan tusschen » echtgenooten wier landswet, ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, » zulks belette, dan als hunne nieuwe wet, na eene verandering van nationaliteit, het toeliet ». De gemachtigde van Duitschland deed, onder

andere, opmerken, dat hij niet aannemen kon dat Duitsche echtgenooten geen nieuw contract zouden kunnen sluiten, alleen doordien zij vroeger van Fransche nationaliteit waren.

De tekst werd gewijzigd en in het ontwerp van programma van 1904 luidde hij aldus : « De echtgenooten mogen, in den loop van het huwelijk, » noch een huwelijkscontract sluiten, noch hunne huwelijksche overeen- » komsten wijzigen of verbreken, tenzij hunne huidige landswet hen daar- » toe machtigt ».

Onze Bestendige Commissie van internationaal privaatrecht is tot die formule toegetreden, daarbij echter verklarende dat behoorde bepaald te worden, dat de in het huwelijksbestuur toegebrachte veranderingen op de verbreking der overeenkomsten geen terugwerkende kracht zouden mogen hebben. Eene wijziging werd in dien zin door de Belgische gemachtigden in 1904 voorgesteld.

De vierde Conferentie van 's-Gravenhage meende niet, haar in een alzoo breeden vorm te mogen aannemen.

Nadat, in eene eerste alinea, wordt bepaald dat de vraag of de overeenkomsten, na de voltrekking van het huwelijk gesloten, al of niet toegelaten zijn, door de landswet der echtgenooten wordt opgelost, verklaart artikel 4 van het Verdrag verder, in eene tweede alinea, dat « de verandering die in » de behandeling der goederen mocht worden toegebracht, geene terug- » werkende kracht mag hebben ten nadeele van de derden ».

Aldus, ofschoon de Conferentie het beginsel der Belgische wijziging aannam, heeft zij de toepassing er van beperkt tot de gevolgen van het contract ten aanzien van derden.

Hare formule schijnt gewettigd.

Heel natuurlijk dat de rechten van derden worden voorbehouden, tegenover nieuwe schikkingen welke, *res inter alios actæ*, hen op onrechtvaardige wijze van hunne panden mochten berooven. Doch, de bevoegdheid om de behandeling der goederen te wijzigen eens aangenomen, dan ziet men niet in welk nadeel de wetgever kan gehouden zijn in het verleden aan de handelende partijen te sparen, dan als hunne handteekening bevestigt dat zij in de veranderingen toestemmen, zoomede in al de gevolgen die er voor haar uit voortvloeien.

ART. 5.

Dit artikel handelt tegelijkertijd over de geldigheid en de gevolgen van het huwelijkscontract : zij zijn beheerd door de landswet van den echtgenoot ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, of, indien het werd gesloten in den loop van het huwelijk, door de landswet van de echtgenooten ten tijde van het contract.

Wat de *innerlijke* geldigheid van het contract betreft (het woord innerlijk werd ingevoerd om goed aan te toonen dat in dit artikel spraak is van de grondvoorwaarden van het contract), de bepaling is in haar eerste deel

gewettigd door het algemeen beginsel van het overwicht van de landswet van den echtgenoot; het tweede deel is het natuurlijk gevolg van artikel 4.

Ten opzichte van de gevolgen van het contract, hadden de Fransche gemachtigden eene bijzondere bepaling willen zien stellen, wijl daaromtrent een onderscheid dient gemaakt, dat geen betrekking heeft op de geldigheid. Ziehier hoe de heer Lainé dat in zijn belangwekkend verslag uitlegt :
« In de Fransche wetgeving, onder de gevolgen van het huwelijkscontract,
» zijn er louter wettelijke, wil zeggen die zijn vastgesteld door de wet,
» buiten den wil der partijen, en andere, op verre na de talrijkste, die,
» integendrel, van den vrijen wil der partijen afhangen. Wat de eerst-
» bedoelde betreft, zij wezen dan beheerd door de landswet der echt-
» genooten! Doch, voor de andere, de vrijheid der echtgenooten, in
» Frankrijk, is zoodanig, dat zij zich buiten hun eigen landswet kunnen
» stellen : indien blijkt hetzij uit hun uitdrukkelijk verklaarden wil, hetzij,
» uit hun stilzwijgenden, door de omstandigheden echter gekenden wil, dat
» hun wensch was, hunne huwelijksche overeenkomst aan deze of gene
» vreemde wet te onderwerpen, zich op die wet te verlaten voor de ont-
» wikkeling der onvolledige bepalingen of voor de verklaring der duistere
» bepalingen van hun contract, dan is het die vreemde wet, en geenszins
» hunne landswet, welke de gevolgen van het contract beheeren moet ».

In 1900 konden de Fransche gemachtigden niet bekomen, dat met dat beginsel der vrijheid tegenover de huwelijksche overeenkomsten rekening werd gehouden : de derde Conferentie sloot zich aan bij de gedachte, dat het huwelijkscontract volkomen vreemd is aan de uitlegging van den wil der partijen; zij weigerde de inlassching eener bepaling waarbij uitdrukkelijk de bevoegdheid, om eene andere wet in te roepen, werd voorbehouden.

De vierde Conferentie van 's-Gravenhage toonde zich inschikkelijker; toegevend aan het herhaalde aandringen der Fransche gemachtigden, heeft zij, in eene alinea 2, navolgenden regel neergeschreven : « Dezelfde wet
» (landswet van den echtgenoot) beslist of en in hoeverre de echtgenooten
» de vrijheid genieten, zich onder eene andere wet te stellen; als zij zich
» onder eene andere wet hebben gesteld, is het deze laatste die de gevolgen
» van het huwelijkscontract vaststelt ».

Kortom, uit het in zijn geheel beschouwde artikel 5 blijkt, dat de van den wil der echtgenooten onafhankelijke gevolgen, die welke de Fransche gemachtigden louter wettelijke gevolgen noemen, door de landswet der echtgenooten worden beheerd; wat de gevolgen betreft welke van den wil der echtgenooten afhangen, deze worden door de bedoelde wet maar beheerd, indien de echtgenooten zelf ze aan geen ander wet hebben onderworpen.

Het zij, trouwens, verstaan, dat door het beheeren van de gevolgen van het contract wordt bedoeld, het gelde dan de landswet of wel eene andere wet, tegelijkertijd het dienen om de twijfelachtige bepalingen op te helderen, en het dienen om de onvolledige bepalingen aan te vullen en de ontbrekende bepalingen in te voeren.

ART. 6.

Dat artikel regelt de uiterlijke voorwaarden, de voorwaarden van vorm, welke noodig zijn om de geldigheid van een huwelijkscontract te verzekeren.

Het Verdrag, overeenkomstig den grondregel *locus regit actum*, laat de toepassing der plaatselijke wet toe, maar het legt ze niet op; het stemt er in toe, dat die voorwaarden van vorm worden in acht genomen, vereischt door de landswet van elken der aanstaande echtgenooten ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt, of ook nog, indien het contract in den toop van het huwelijk werd gesloten, de voorwaarden welke overeenstemmen met de landswet van elken der echtgenooten : voor de meerderheid der Verdragstaten schenen de bezwaren, welke uit de toepassing van de landswet in een vreemd land kunnen volgen, ten opzichte van den vorm der contracten, van te weinig belang, om aan de echtgenooten de vrije keus te onzeggen.

Hebben de handelende partijen de plaatselijke vormen niet nagevolgd en zijn zij van verschillende nationaliteit, zoo vergt het Verdrag dat het contract, wat den vorm betreft, geldig weze volgens de landswet van elken der echtgenooten

De vraag werd opgeworpen, of in het Verdrag het geval behoorde voorzien te worden, waarin door de landswet der echtgenooten een bepaalde vorm wordt gevergd als voorwaarde van geldigheid.

Het in 1904 voorgelegde ontwerp van programma had op die vraag een bevestigend antwoord gegeven, door de invoering van navolgenden tekst :

« Wanneer de landswet van elken der aanstaande echtgenooten of wel,
» indien het contract in den loop van het huwelijk werd gesloten, de
» landswet van elken der echtgenooten als hoofdzakelijke voorwaarde
» vergt, dat het contract een bepaalden vorm hebbe, mogen de partijen zich
» van geen anderen vorm bedienen, zelfs al was deze toegelaten door de
» wet van de plaats waar de akte wordt opgemaakt ».

Voor de Conferentie werden drie zienswijzen verdedigd : volgens de eene, hadde men de bepaling moeten afschaffen, omdat het nut er van hoogst twijfelachtig scheen ; volgens de andere, behoorde zij behouden te worden, omdat een wetsconflict te dier zake mogelijk is ; ten slotte, een middelstelsel, voorgesteld door de gemachtigden van Frankrijk, beperkte de nietigheid, wil zeggen dat daarbij als nietig werd beschouwd, doch enkel in het land der echtgenooten, het contract dat niet mocht zijn gesloten naar den vorm, vastgesteld door de landswet der handelende partijen.

Deze laatste schikking, volgens welke eene akte nietig is in een land en geldig in een of meer andere landen, scheen weinig wenschelijk ten opzichte van het huwelijkscontract, omdat de huwelijksche overeenkomst geroepen is om menigvuldige en langdurende gevolgen uit te breiden.

Dienvolgens werd door de Conferentie de eenstemmige behandeling aan-

genomen, daar de door de landswet vereischte bijzondere vorm overal behoort geëerbiedigd te worden.

In het ontwerp van programma moet, opdat de echtgenooten of de aanstaande echtgenooten verplicht wezen een bepaalden vorm aan hun contract te geven, de landswet van *elk hunner* zulks als hoofdzakelijke voorwaarde opleggen; volgens het Verdrag is het voldoende, opdat die verplichting besta, dat *een der* echtgenooten of aanstaande echtgenooten aan zulke landswet onderworpen is. Deze laatste oplossing is ongetwijfeld de beste. Zoo men aanneemt, dat de door sommige wetgevingen aan een bepaalden vorm erkende waarborgen van zoodanig belang zijn, dat die vorm zelfs op vreemd gebied behoort nagekomen, dan is het logisch, dien regel toe te passen zoodra *één* der aanstaande echtgenooten door zulke wetgeving wordt beheerd.

ART. 7.

Al om het even of de echtgenooten hun geldelijken toestand al dan niet door een contract geregeld hebben, zijn de voorgaande bepalingen van toepassing op al hunne goederen, zoo roerende als onroerende.

Van dat beginsel wordt door artikel 7 afgeweken ten opzichte van onroerende goederen welke, door de wet van het land waar zij gelegen zijn, aan eene bijzondere regeling zijn onderworpen.

Alreeds door de Overeenkomst tot regeling van de voogdij der minderjarigen is de toepassing der plaatselijke wet voorbehouden, in zoover zij eene bijzondere regeling bepaalt voor de onroerende goederen, gelegen binnen het grondgebied waarover haar gezag reikt. Deze hier overgenomen oplossing stemt overeen met de Belgische en de Fransche rechtsspraak; zij is van volstrekt openbare orde.

ART. 8.

In het ontwerp van programma dat aan de vierde Conferentie van 's-Gravenhage werd voorgelegd, was, ten aanzien van de voorbehoudingen van openbare orde, eene bepaling opgenomen luidende als volgt :

- » Is in iederen Staat voorbehouden, de toepassing van de gebiedende of
- » verbiedende bepalingen der landswet, welke een recht of een sociaal
- » belang bekrachtigen of waarborgen en welke uitdrukkelijk op de huwe-
- » lijksregeling der vreemde echtgenooten toepasselijk zijn verklaard.
- » De Verdragstaten verbinden zich om elkander in kennis te stellen met
- » de wetsbepalingen, waarvoor zij gebruik mochten gemaakt hebben van
- » de bevoegdheid, door alinea 1 van dit artikel voorbehouden. »

Onze Bestendige Commissie is opgekomen tegen zulke bepaling, waarbij aan iederen Staat wordt opgelegd, uitdrukkelijk de gebiedende of verbiedende regelen te doen kennen, welke een recht of een sociaal belang bekrachtigen of waarborgen en die hij op de huwelijksregeling der vreemde echtgenooten wil toepassen; zij heeft doen opmerken, dat het moeilijk wezen

zou, juist al de regelen te voorzien die moesten beschouwd worden als zijnde van volstrekt openbare of van internationale orde. Het was dus beter, zich met eene in algemeene bewoordingen opgevatte voorbehouding tevreden te stellen, en in ieder geval aan de hoven en rechtbanken den last van uitlegging te laten.

De Belgische gemachtigden te 's-Gravenhage stelden, in den zin dier aanmerkingen, de volgende wijziging voor :

« Niettegenstaande de voorgaande artikelen, zullen de vreemde wetten »
» of de bepalingen van het tusschen de vreemde echtgenooten verleden »
» contract niet worden toegepast, ingeval hunne toepassing voor gevolg »
» mocht hebben, inbreuk te doen hetzij op de openbare orde, hetzij op de »
» beginselen van openbaar recht van het land waar die toepassing moest »
» geschieden ».

Dat voorstel werd niet aangenomen door de Conferentie, die bovendien elke formule met een algemeen voorbehoud van openbare orde aan kant zette.

Volgens den heer von Hammarskjöld, Zweedschen gemachtigde en voorzitter der commissie die het Verdrag opmaakte, zou het ontwerp betreffende de huwelijkscontracten enkel die conflicten bedoelen, welke zich voordoen ten opzichte van de bepalingen behoorende tot het familierecht; maar het spreekt vanzelf dat de echtgenooten door hun huwelijkscontract geen schikkingen kunnen nemen, die in alle andere overeenkomsten niet mogen voorkomen.

Uit die door den Zweedschen gemachtigde gegeven uitleggingen blijkt dat, naar de meening der commissie, de voorbehoudingen van openbare orde te dier zake hetzelfde belang niet hebben voor de betrekkingen tusschen de echtgenooten als tegenover derden.

De Conferentie stemde in met die zienswijze en zij heeft in het Verdrag enkel in aanmerking genomen de aan de plaatselijke wet verschuldigde voorkeur voor de gevolgen der overeenkomsten tegenover derden, en onder beding van voorafgaande kennisgeving aan al de Verdragstaten.

Bovendien werd die voorkeur tot twee punten beperkt: de bijzondere formaliteiten om de overeenkomsten tegen derden te kunnen invoeren, en de bepalingen welke bestemd zijn om dezen te beschermen in hunne betrekkingen met de vrouwen die handel drijven, eene nijverheid of een winstgevend bedrijf uitoefenen.

Artikel 8 luidt aldus :

« Elke der Verdragstaten behoudt zich voor :
» 1° Bijzondere formaliteiten te vergen voordat de behandeling der goederen tegen de derden kunne ingeroepen worden;
» 2° Bepalingen toe te passen welke ten doel hebben de derden te beschermen in hunne betrekkingen met eene getrouwde vrouw, die een bedrijf uitoefent op het grondgebied van dien Staat.
» De Verdragstaten verbinden zich tot onderlinge mededeeling van de wetsbepalingen, ingevolge dit artikel toepasselijk ».

Gebruik makende van de haar door dezen tekst toegekende bevoegdheid, zal 's Konings Regeering niet nalaten, in België de toepassing voor te behouden en aan de andere Verdragstaten kennis te geven van de bepalingen der Belgische wetgeving, die onder toepassing van het 1^o en het 2^o van artikel 8 schijnen te vallen, namelijk :

a) Artikel 76, 10^o, van het Burgerlijk Wetboek (artikel II van de wet over de hypothecken, van 16 December 1851), waarbij wordt bepaald dat in de huwelijksakte moet worden vermeld de datum der huwelijksche overeenkomsten en bekendgemaakt de notaris die deze overeenkomsten zal hebben ontvangen; zooniet zullen de van het gemeen recht afwijkende bepalingen niet kunnen ingebracht worden tegenover derden, die met een echtgenoot onderhandelingen mochten gesloten hebben zonder de huwelijksche overeenkomsten te kennen.

b) Artikel 1 van de wet van 16 December 1851, luidens welk alle akten inhoudende overdracht of verklaring van zakelijke onroerende rechten — dus met inbegrip, desgevallend, van de huwelijksakten —, niet mogen ingebracht worden tegen de derden, vooraleer zij werden overgeschreven in een daartoe bestemd register.

c) Artikelen 12 en 13 van het Wetboek van koophandel, over de huwelijksche overeenkomsten van kooplieden.

d) Artikelen 9 tot 11 van hetzelfde Wetboek, over de uitoefening van een handelsbedrijf door de vrouw.

III. — *Algemeene bepalingen.*

Tot hiertoe werden de regelen betreffende de gevolgen eener verandering van nationaliteit der echtgenooten voorbehouden. In het Verdrag wordt daaraan één bijzonder artikel gewijd, luidende aldus :

« Indien de echtgenooten, in den loop van het huwelijk, eene nieuwe en » gelijke nationaliteit hebben verkregen, is het hunne nieuwe landswet die » zal worden toegepast in de gevallen bedoeld bij artikelen 1, 4 en 5.

» Zoo, in den loop van het huwelijk, gebeurt dat de echtgenooten dezelfde » nationaliteit niet hebben, zal, voor de toepassing van voormelde artikelen, de wetgeving, die laatstelijk op beiden samen toepasselijk was, als » hunne landswet worden beschouwd ».

Voor de derde Conferentie van 's-Gravenhage hadden verscheidene gemachtigden, onder anderen die van België, van Frankrijk en van Zweden, de meening uitgedrukt dat, ingeval de landswet der echtgenooten, bij de voltrekking van het huwelijk, de onveranderlijkheid der huwelijksche overeenkomsten oplegt, die onveranderlijkheid moet voortduren, zelfs na eene verandering van nationaliteit en onder eene nieuwe wet, die toelaat voor de eerste maal een huwelijkscontract op te maken of wel net alreeds bestaande contract te wijzigen.

De Duitsche en de Deensche gemachtigden hadden eene tegenovergestelde zienswijze verdedigd, waarbij het niet mogelijk was geweest tot overeenstemming te komen.

Voor de vierde Conferentie hebben de Belgische, Fransche en Zweedsche gemachtigden, om de toenadering te vergemakkelijken, zich aangesloten bij eene oplossing die het Duitsche stelsel nabij komt. In hunne oogen is dat punt een dergene waaromtrent toegeving mogelijk en dienvolgens wenschelijk is.

Volgens de bepaling, die tegelijkertijd in de persoonlijke en in de huwelijksche betrekkingen geldt, moet de nieuwe, in den loop van het huwelijk verworven landswet toegepast worden in al de gevallen waarin de landswet der echtgenooten dient om de geschillen te vereffen.

Indien de verandering van nationaliteit maar voor een enkel der echtgenooten geschiedt, wordt de wetgeving, die laatstelijk voor beiden gemeen was, als hunne landswet beschouwd.

Herinneren wij nog, ten slotte, dat bij de tweede alinea voor artikel 4 de door derden verkregen rechten worden voorbehouden.

ART. 10.

Dit artikel bepaalt in hoever het Verdrag toepasselijk zal zijn.

Het zal geen toepassing vinden wanneer, naar de voorafgaande artikelen, de wet, die zal moeten nagevolgd worden, degene niet zal zijn van een Verdragstaat.

Ziedaar, Mijne Heeren, de algemeene strekking van het Verdrag betreffende de gevolgen van het huwelijk, dat aan uw onderzoek wordt onderworpen.

Al mochten sommige punten geen onvoorwaardelijke instemming verwerven, toch biedt de akte ernstige voordeelen in vergelijking met den bestaanden toestand, daar zij, inzonderheid, een einde stelt aan de geschillen omtrent de behandeling der vreemde echtgenooten die geen contract gesloten hebben.

De Regeering acht het hoogst wenschelijk, dat het Internationaal Verdrag over het huwelijk, in België alreeds aangenomen en toegepast, door deze nieuwe regeling worde aangevuld; 't is met vertrouwen dat zij die regeling aan uwe hooge goedkeuring onderwerpt.

De beide ontwerpen eindigen met eene reeks protocolaire slotbepalingen, die eenige korte uitleggingen vergen.

Wat de bekrachtiging betreft, dan als de op 12 Juni 1902 te 's-Gravenhage gesloten Verdragen bepalen, dat de neerlegging der akten van bekrachtiging geschieden zal « zoodra de meerderheid der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zal zijn om het te doen », wordt bij de nieuwe Verdragen de neerlegging toegestaan « zoodra zes der Hooge Verdragsluitende Partijen

in staat zullen zijn om het te doen ». Men heeft moeilijkheden willen vermijden, welke zich met den regel der meerderheid kunnen voordoen.

Ten opzichte van den kring binnen welken de ontworpen Verdragen van kracht zullen zijn, was de vierde Conferentie van 's-Gravenhage van meening dat, om den wille van de steeds toenemende uitbreiding der internationale betrekkingen, niet langer reden bestond om de toepassing der nieuwe overeenkomsten *uitsluitend* tot het Europeesche gebied der Verdragstaten te beperken.

Eene schikking is derhalve in de slothepalingen der beide diplomatieke akten ingevoerd, ten einde, onder sommige voorwaarden, de toepassing en de werking er van toe te laten in de koloniale bezittingen en de gerechtelijke consulaire omschrijvingen der Verdragstaten.

Het was noodig, te dier zake, aan elke van de ter Conferentie vertegenwoordigde Regeeringen volle vrijheid van beoordeeling te laten. Daarom werd dan navolgend stelsel aangenomen :

Dit Verdrag is rechtens toepasselijk op het Europeesche grondgebied der Verdragstaten.

« Indien een Verdragstaat haar in werking wenscht te stellen binnen »
» zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of »
» binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn »
» voornemen daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het »
» archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diploma- »
» tieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan »
» elken der Verdragstaten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrek- »
» kingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende »
» verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of »
» koloniën, buiten Europa gelegen, zoomede de gerechtelijke consulaire »
» omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan.

» De inwilligende verklaring zal eveneens berusten in het archief der »
» Nederlandsche Regeering, die er, langs den diplomatieken weg, een voor »
» eensluidend gewaarmerkt afschrift zal van zenden aan elken der Ver-
dragstaten. »

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Justitie,

LEON DE LANTSHEERE.
